

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 15h00, le collège "membres fondateurs" dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	20
• Voix	20
Présents	
• Nombre	15
• Voix	15
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	15
• Voix	15
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

Mme Isabelle Antier, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Nathalie Barrouillet, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Francis Dupouey

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Programme d'actions - Direction générale des services techniques - Programme d'actions 2022 - Ajout de la fiche n°44 - Étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Mirepeix / Baudreix dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragage du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site de conclure une convention avec l'Institution Adour, en tant que gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion. Il est à noter que la société Dragages du Pont de Lescar a conduit une analyse de diagnostic de l'ouvrage incluant une note de dimensionnement qui conclut en indiquant que l'ouvrage est pérenne. Dans le cadre de la même étude, il a été mentionné (sans diagnostic conduit) que l'ouvrage F1 était considéré comme non pérenne. Dès lors, l'aménagement d'une zone déversement sécurisée entre les deux lacs (gravière et base de loisir) a été dimensionné pour éviter la capture en cascade des plans d'eau en cas de crue si le gave venait à franchir l'ouvrage F1.

Il est à noter que la communauté de communes du Pays de Nay envisage d'aménager entre le lac de la base de loisir et le gave, un autre ouvrage de déversement pour sécuriser la zone aval (retour vers le gave en aval de la base de loisir) en cas de crue.

Dès lors, afin d'analyser, au regard du fonctionnement actuel du gave, d'une part, l'état structurel et le niveau de résistance de l'ouvrage F1, et ainsi déterminer son niveau de protection et les consignes de surveillance afférentes, et d'autre part, envisager un aménagement coordonné d'une zone de surverse sécurisée, il est proposé de conduire une étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de cet ouvrage.

Au vu de l'analyse juridique conduite dans le cadre d'une opération précédente et confiée au cabinet Landot, et suite aux récents échanges entre les différentes parties prenantes (État, société DPL, communauté de communes du Pays de Nay, communes de Baudreix et Mirepeix, syndicat mixte du bassin du gave de Pau et EPTB), il semble opportun que cette étude soit conduite sous maîtrise d'ouvrage de l'opérateur local en charge de la GEMAPI : le syndicat mixte du bassin du gave de Pau.

LE COLLEGE "MEMBRES FONDATEURS"

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'arrêter le principe d'une participation technique et financière de l'EPTB à la réalisation d'une étude d'analyse technique réalisée sous maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte du gave de Pau, sur la base d'une participation du Département des Pyrénées-Atlantiques,
- de valider l'ajout de la fiche programme n° 44 au programme d'actions 2022 de l'EPTB telle qu'annexée étant précisé que les modalités techniques (cahier des charges) de l'étude, le coût prévisionnel et le plan de financement afférents restent à finaliser en lien avec les différentes parties prenantes (Etat, communes de Baudreix et Mirepeix, société DPL, syndicat mixte du bassin du gave de Pau, communauté de communes du Pays de Nay, Département des Pyrénées-Atlantiques et EPTB),
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

FICHE DE PROPOSITION n° 44

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence historique	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989.

Zone d'influence :

Gave de Pau (64)

Contexte de l'opération :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragage du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site de conclure une convention avec l'Institution Adour, en tant que gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion. Il est à noter que la société Dragages du Pont de Lescar a conduit une analyse de diagnostic de l'ouvrage incluant une note de dimensionnement qui conclut en indiquant que l'ouvrage est pérenne. Dans le cadre de la même étude, il a été mentionné (sans diagnostic conduit) que l'ouvrage F1 était considéré comme non pérenne. Dès lors, l'aménagement d'une zone déversement sécurisée entre les deux lacs (gravière et base de loisir) a été dimensionné pour éviter la capture en cascade des plans d'eau en cas de crue si le gave venait à franchir l'ouvrage F1.

Il est à noter que la communauté de communes du Pays de Nay envisage d'aménager entre le lac de la base de loisir et le gave, un autre ouvrage de déversement pour sécuriser la zone aval (retour vers le gave en aval de la base de loisir) en cas de crue.

Dès lors, afin d'analyser, au regard du fonctionnement actuel du gave, d'une part, l'état structurel et le niveau de résistance de l'ouvrage F1, et ainsi déterminer son niveau de protection et les consignes de surveillance afférentes, et d'autre part, envisager un aménagement coordonné d'une zone de surverse sécurisée, il est proposé de conduire une étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de cet ouvrage.

Au vu de l'analyse juridique conduite dans le cadre d'une opération précédente et confiée au cabinet Landot, et suite aux récents échanges entre les différentes parties prenantes (État, société DPL, communauté de communes du Pays de Nay, communes de Baudreix et Mirepeix, syndicat mixte du bassin du gave de Pau et EPTB), il semble opportun que cette étude soit conduite sous maîtrise d'ouvrage de l'opérateur local en charge de la GEMAPI : le syndicat mixte du bassin du gave de Pau.

Description de l'opération :

L'étude comprendrait le diagnostic de l'ouvrage (topographie, géotechnie, géophysique), l'analyse de son fonctionnement, l'établissement des consignes de surveillance, et l'analyse de l'opportunité d'aménager l'ouvrage en cohérence avec les deux futurs ouvrages de déversement.

Cette étude serait conduite durant le second semestre 2022 sous maîtrise d'ouvrage du SMBGP. Une convention de partenariat technique et financier encadrera les modalités de la participation de l'EPTB à la conduite de cette étude par le syndicat.

Interventions antérieures :

L'Institution Adour est intervenue en 1989 pour réaliser l'aménagement de la zone, comme indiqué ci-avant dans la partie contexte.

Suite aux crues de 2013, l'Institution Adour est intervenue pour réparer une brèche (60 mètres de long, 15 mètres de large et environ 3 mètres de haut) qui s'était formée sur l'ouvrage F1, par la mise en place d'enrochements coté gave et coté gravière.

Echéance - Délais :

Cette étude serait conduite durant le second semestre 2022.

Coût de l'opération :

50 000 € HT (soit 60 000 € TTC).

Plan de financement :

L'Institution Adour interviendrait en cofinancement de l'opération versée au syndicat mixte du bassin du gave de Pau, dans le cadre d'un conventionnement.

Le plan de cofinancement prévisionnel pourrait se répartir comme suit :

Cofinanceurs	Taux	Montant
État	20%	12 000 €
Commune de Mirepeix	10%	6 000 €
Commune de Baudreix	10%	6 000 €
Société DPL	20%	12 000 €
Institution Adour (Département des Pyrénées-Atlantiques)	20%	12 000 €
SMBGP (communauté de communes du Pays de Nay)	20%	12 000 €



